

ENTRETIEN

JEAN-MARC JANCOVICI ET BERTRAND PICCARD

La « décroissance » est un mot qui fait peur. Doit-on pourtant la choisir pour faire face aux exigences de lutte contre le réchauffement climatique ? Sera-t-elle de toute façon inéluctable en raison de la pénurie d'énergie ? Doit-on la combattre ou s'y préparer ? Le Figaro a fait débattre deux experts de la transition écologique : l'ingénieur et président du Shift Project, Jean-Marc Jancovici (1) et le psychiatre et président de la fondation Solar Impulse Bertrand Piccard (2). Si le premier pense que la réduction des flux physiques est déjà là et que les énergies renouvelables ne parviendront pas à assurer la poursuite de notre civilisation thermo-industrielle, le second est davantage optimiste sur la capacité de l'homme à trouver des solutions. Les deux experts s'interrogent sur la difficulté de convertir dirigeants publics et société civile aux impératifs de la transition écologique dans le cadre de la démocratie. Une version longue de cet entretien est à retrouver sur lefigaro.fr, ainsi qu'une version vidéo dans « Le Club Figaro Idées ».

« Pourra-t-on échapper à la décroissance ? »

PROPOS RECUEILLIS PAR **EUGÈNE BASTIÉ** ebastie@lefigaro.fr ET **GUILLAUME DAUDÉ** gdaude@lefigaro.fr

LE FIGARO. – Que penser du mot même de décroissance ? Faut-il le rejeter ou l'accepter ?

Bertrand PICCARD. – Il faut d'abord définir ce mot : si c'est décroître la pollution, la démesure, le gaspillage, l'inefficacité, etc., alors soutenons la décroissance. Mais si c'est décroître le développement économique qui rend possible l'éducation, la santé, les caisses de retraite, les assurances sociales, etc., il en va alors tout autrement.

Jean-Marc JANCOVICI. – Le mot décroissance signifie simplement une diminution : il est nécessaire d'y ajouter un complément de nom. On sous-entend souvent par cette expression une diminution de la production économique et donc du PIB. Selon moi, plutôt que de vouloir la décroissance du PIB, nous devons bâtir des plans pour l'avenir qui soient toujours opérants même si le PIB décroît.

Ce qui décroît réellement, ce sont les flux physiques. Si elle ne se manifestera pas partout dans le monde au même moment ni de la même manière, cette décroissance est inéluctable. En Europe, elle est déjà là, alors que l'approvisionnement énergétique est déjà à la baisse. Le pic du nombre de mètres carrés construits dans l'année ou de tonnes de produits chargés dans les camions a été atteint en 2007, et depuis, les quantités sont en baisse.

Selon vous, notre modèle de croissance est dépendant de l'énergie. Or, cette énergie va manquer, comme le prédisait déjà le rapport Meadows des années 1970 sur « les limites à la croissance ».

Pourtant, aujourd'hui, le pétrole reste une ressource disponible, le gaz de schiste a été découvert, etc. N'a-t-on pas sous-estimé ces réserves d'énergie ?

J.-M.J. – Dennis Meadows et son équipe étaient des dynamiciens des systèmes du MIT (Massachusetts Institute of Technology), à une époque où les moyens informatiques étaient rudimentaires : le modèle qu'ils utilisaient avait une seule variable pour désigner la totalité des ressources disponibles sur terre. Ils ont donc présenté une vue assez simplificatrice de la réalité et n'ont en aucun cas prétendu donner une prévision sur le moment où la production de pétrole commencerait à décroître. Leurs résultats portent sur ce qu'on savait des réserves de pétrole à l'époque, et concluait qu'un stress combiné sur les ressources et la population conduirait le système économique à s'arrêter de croître physiquement. Des signes de ralentissement sont déjà perceptibles dans certaines zones, en particulier en Europe, dépourvue de ressources par rapport à d'autres continents, où l'absence de hausse est nettement plus marquée.

B.P. – Il faut d'abord comprendre pourquoi nous sommes au bord d'un désastre environnemental et social majeur. Depuis une centaine d'années,

nous vivons dans un système de surconsommation, de surproduction et de surgasillage. Notre monde est complètement archaïque et inefficace. Mis à part notre téléphone et notre ordinateur, tout ce que nous utilisons date du début de l'ère pétrolière : des passeroles thermiques, des énergies fossiles polluantes, des moteurs thermiques qui perdent trois quarts du carburant qu'on y met, etc. De plus, on vend aux prix les plus bas pour battre la concurrence, avec des salaires qui s'écroulent et des inégalités sociales inacceptables. Le développement économique a été couplé à la quantité de produits consommés, donc gaspillés, et c'est ça qui doit changer. Il s'agit désormais de relever un défi passionnant, avec un nouveau paradigme : développer une « économie qualitative », qui permet de réduire la consommation et de réduire la pollution de l'économie et en laissant sur le pavé la moitié des gens, mais en vendant de l'efficacité, en remplaçant ce qui pollue par ce qui protège l'environnement. Si je suis d'accord avec Jean-Marc Jancovici sur la nécessité de produire et consommer moins, je soutiens cependant que

Ce qui décroît réellement, ce sont les flux physiques. Si elle ne se manifesterait pas partout dans le monde au même moment ni de la même manière, cette décroissance est inéluctable.

JEAN-MARC JANCOVICI

L'écologie peut aujourd'hui booster l'économie, grâce à toutes les solutions efficaces et aux opportunités industrielles propres.

Jean-Marc Jancovici, croyez-vous à ce modèle de croissance qualitative, de réconcilier l'économie et le niveau de vie ?

J.-M.J. – Bertrand Picard n'a pas parlé de croissance, mais il fait lui aussi le constat d'une baisse des flux physiques. Est-ce que cela signifie une baisse ou une hausse du PIB ? Ce dernier est un indicateur conventionnel. Si, pour une même chaise mais fabriquée de manière vertueuse, le prix augmente, est-ce de l'inflation ou de la hausse de qualité ? Les deux réponses sont possibles, elles dépendent du point de vue... Cet indicateur sert de base fiscale, raison pour laquelle tout le monde a peur de sa baisse. Il faut plutôt se demander si nous aurons le même confort dans un monde qui va être plus sobre. Or, on peut vivre bien sans avoir autant à soi. La possession a été magnifiée dans nos sociétés. Un modèle en décroissance physique ne nécessite pas seulement une révolution technique, mais aussi une révolution des esprits.

B.P. – Il faut trouver le vocabulaire qui peut motiver les gens à protéger l'environnement plutôt que de créer des résistances. Jean-Marc Jancovici s'adresse à des gens déjà convaincus, prêts à décroître économiquement et à faire des sacrifices. Or, ceux qui ont le pouvoir n'y sont pas prêts, croyant que la transition écologique va être pénalisante, sacrificielle et chère. C'est à eux que je m'adresse pour leur montrer que ce n'est pas le cas : elle permettra au contraire de nouveaux débouchés, des solutions et des op-

portunités beaucoup plus rentables. Il est impératif d'utiliser un tout autre langage, en mettant en avant la nécessité de moderniser nos systèmes, de remplacer ce qui pollue et ce qui gaspille, etc. Au lieu de parler de décroissance économique en tant que telle, mettons en avant la notion d'économie qualitative, où chacun trouve son compte : les dirigeants politiques grâce à la création d'emplois, les dirigeants économiques grâce au développement des entreprises, les verts grâce à la protection de l'environnement, et la gauche grâce à la baisse des factures énergétiques des plus démunis.

La question de l'énergie vous oppose. Jean-Marc Jancovici, vous ne croyez pas au technosolutionnisme, idée selon laquelle des solutions seront imaginées pour trouver des énergies vertes. Vous croyez aussi que les énergies renouvelables, comme l'hydrogène vert, ne pourront pas remplacer les énergies fossiles...

J.-M.J. – À l'aube de la révolution industrielle, il y a deux siècles, alors qu'on ne vivait jusqu'alors qu'avec des énergies renouvelables – vent, eau, etc. –, on est progressivement passé aux énergies fossiles. Comment l'expliquer ? Tout simplement parce que les énergies fossiles sont

beaucoup plus efficaces que les énergies renouvelables : elles sont plus denses, faciles à utiliser, à stocker et à transporter, et permettent de s'affranchir des conditions ambiantes du moment. Tous ces avantages expliquent leur extraordinaire développement. Revenir aux énergies renouvelables s'accompagnera forcément d'une perte de performance du système industriel.

Quant à l'hydrogène, on n'en trouve pas dans la nature, on quasiment pas : c'est juste un vecteur, comme l'électricité ou les carburants liquides, quelque chose qu'on fait à partir des énergies disponibles dans la nature. Dire qu'on va utiliser l'hydrogène, ce n'est donc pas une solution. Le problème est le suivant : quelles sont les énergies à notre disposition dans la nature, une fois qu'on s'est passé des énergies fossiles ? Il en reste deux : les énergies nucléaires et les énergies renouvelables.

B.P. – Il est faux de critiquer les énergies renouvelables de cette manière. Aujourd'hui, les énergies renouvelables sont utilisées de manière indirecte, alors qu'autrefois elles l'étaient de manière directe. On n'utilise plus un moulin à

Nous vivons dans un système de surconsommation, de surproduction et de surgasillage. Notre monde est complètement archaïque et inefficace. Mis à part notre téléphone et notre ordinateur.

BERTRAND PICCARD

vent pour moudre du blé mais pour fabriquer de l'électricité qui va servir ailleurs. Il ne faut pas se bloquer sur le solaire et l'éolien, d'autres solutions existent : le biogaz à partir des déchets organiques ; l'hydroélectrique, qui ne signifie pas seulement de grands barrages qui font hurler les défenseurs des paysages, mais aussi des microturbines installées dans les rivières et les canalisations d'eau ; la géothermie, pour extraire de la chaleur dans le sous-sol au lieu de brûler du pétrole, alors que les 99,9% de la planète font plus de mille degrés. Les énergies renouvelables sont devenues moins chères que les énergies fossiles.

En revanche, je suis absolument d'accord que le technosolutionnisme est une impasse : on ne doit pas prendre pour prétexte à notre inaction d'aujourd'hui qu'il y aura peut-être des solutions technologiques demain. Il existe déjà des solutions techniques disponibles aujourd'hui, et je dis techniques car le mot technologique fait peur en France.

N'est-ce pas une goutte d'eau dans l'océan de ce qu'il faudrait faire ?

J.-M.J. – Si tout le monde suit ce raisonnement, c'est le choc externe qui obligera à changer : le temps que nous avons devant nous n'est pas infini. Les conséquences sur le réchauffement climatique et le stress des ressources sont déjà là. Surtout en Europe : notre approvisionnement en charbon est en baisse depuis les années 1950 – avant

que se pose le problème du climat, donc, l'approvisionnement en pétrole depuis le pic du pétrole conventionnel en 2008 et l'approvisionnement en gaz depuis le pic de la mer du Nord en 2005. On est déjà en train de décarboner, mais de la plus mauvaise manière qui soit, avec périodiquement des stress sur les prix, qui obligent les gouvernements à dépenser des centaines de milliards dans des boucliers fiscaux. Nous sommes des animaux sociaux et mimétiques. Si on commence à montrer l'exemple et que les résultats sont là, on nous imitera.

B.P. – Il faut donner envie de changer. J'ai été médecin psychologue pendant vingt ans, rencontrant des patients qui voulaient changer leur entourage au lieu de se changer eux-mêmes. La psychothérapie consiste à montrer au patient qu'il a les compétences pour changer, lui donner confiance dans le changement et lui montrer que ce sera mieux après le changement. C'est justement ce qui manque dans le débat environnemental. Il faut changer de narratif pour combattre le réflexe de rejet.

Quand on voit que la réduction de la vitesse sur les routes en France provoque une jacquerie comme celle des « gilets jaunes », ne peut-on pas prévoir des mouvements de protestation, tel le parti populiste anti-écologiste qui est arrivé au pouvoir aux Pays-Bas ?

J.-M.J. – Ça sera le cas si les mesures ne sont pas comprises et que les gouvernements font de la démagogie plutôt que de la pédagogie. Il faut réaliser pour l'environnement ce que nous avons fait pour le tabac depuis quarante ans grâce à la pédagogie. Des experts sont nécessaires pour expliquer en quoi c'est un problème sérieux – et ils sont de plus en plus nombreux ; il faut ensuite des plans d'ensemble qui permettent aux gens de voir où est leur place pour qu'ils acceptent l'effort, sans qu'il y ait d'incertitude et d'incertitude de régression. La leçon des « gilets jaunes » est selon moi le manque de pédagogie : on n'a pas décrit l'alternative souhaitable. Il y aura des perdants dans ce changement, ce qui exige de les identifier et d'être capable de les prendre en charge. Ainsi, dans un système où il y a aura moins de voitures, les fabricants de voitures sont perdants. On ne peut pas dire qu'on veut un monde avec moins de voitures et ne rien dire sur ces derniers.

Selon vous, la démocratie est trop lente pour mettre en œuvre la transition écologique. Peut-on réconcilier la démocratie et l'urgence écologique ?

J.-M.J. – Je suis churrillien dans ma vision de la démocratie : c'est le pire de

tous les régimes à l'exception de tous les autres. Les régimes autoritaires ne sont pas meilleurs que nous en matière d'environnement. S'adresser à la société civile

pour donner l'envie de décarboner est la seule solution, ce que fait le Shift Project en discutant essentiellement avec elle, et non avec les politiques. Être dans un régime démocratique ne signifie pas faire ce qu'on veut. Que vait la liberté de ceux qui veulent une autoroute contre le désir d'autres d'éviter les nuisances ? Un arbitrage est nécessaire, et la démocratie a le droit de dire non. Ce qui tue le pouvoir est l'incohérence ; et c'est pourtant notre manière d'envisager l'avenir. Les deux poisons de la transition écologique sont l'incohérence et l'incertitude, et non pas l'effort, surtout s'il est justement rémunéré.

B.P. – Je m'adresse davantage aux entreprises et aux politiques qu'à la société civile, pour promouvoir la transition écologique comme un vecteur de démocratie et de justice sociale. Il faut débloquer les entraves législatives et administratives qui bloquent trop souvent la mise en œuvre des nouvelles solutions. J'aimerais aussi éviter l'inertie et les oppositions à certains projets écologiques, qui les retardent pendant des années en dépit de l'urgence à agir, et qui représentent finalement des défis de démocratie et d'intérêt général.

(1) Jean-Marc Jancovici est ingénieur, consultant en énergie et enseignant à Mines Paris Tech, président fondateur du Shift Project.

(2) Bertrand Piccard est psychiatre, explorateur et président de la Fondation Solar Impulse.



FABEN CLAIREZON